

Dette externe et structure économique en Europe de l'Est (Note)

David A. Dycker

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702294ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702294ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Dycker, D. A. (1988). Dette externe et structure économique en Europe de l'Est (Note). *Études internationales*, 19(1), 91–98. <https://doi.org/10.7202/702294ar>

DETTE EXTERNE ET STRUCTURE ÉCONOMIQUE EN EUROPE DE L'EST

David A. DYCKER*

Même si tous peuvent convenir que la dette externe d'un pays représente l'accumulation d'une série de variables essentiellement macro-économiques – à savoir les déficits sur la balance des paiements – qui modifie inévitablement et parfois profondément les possibilités d'investissement dans ce pays, il est en réalité très difficile, dans le cas des économies capitalistes, de marquer avec précision l'impact des courants financiers internationaux sur les tendances de développement. Dans le cas où un crédit externe serait obtenu sans but spécifique, qui pourrait dire avec certitude que la transaction a causé une augmentation du taux d'investissement? Même si ce taux s'élevait, il serait difficile d'établir un lien causal. Au demeurant, les données sur les importations d'équipement nous disent très peu en elles-mêmes, si elles ne sont pas associées explicitement à une transaction financière internationale. Il ne faut pas croire que de telles difficultés n'existent pas dans l'analyse des économies de l'Europe de l'Est, mais le fait d'être socialiste, la « nécessité » de planifier d'une manière ou d'une autre même dans les pays de socialisme de marché, le fait que les importations restent soumises à un contrôle direct assez étendu même dans un pays comme la Yougoslavie, permettent à l'économiste de suivre plus facilement les rapports entre la politique et les tendances de développement, ainsi que les tendances dans les relations financières internationales.

Commençons par les faits. Le premier tableau montre les niveaux d'endettement des pays de l'Est. Il est tout de suite évident que la variation entre eux est tellement marquée, qu'il est impossible de généraliser sur le plan macro-régional.

TABLEAU I

L'endettement estimé, en monnaie convertible, de l'Europe de l'Est au milieu de 1986
(milliards de dollars)

	Brut	Net
Bulgarie	4,3	2,9
Hongrie	13,9	11,7
Pologne	31,3	29,5
RDA	14,9	8,0
Roumanie	6,4	6,0
Tchécoslovaquie	3,9	2,7
Union soviétique et banques de CAEM	35,2	21,8
Yougoslavie	20,9	–

Source: *Economic Survey of Europe in 1986-1987*, pp. 60 et 309.

Dans trois pays, la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie, la dette par habitant atteint environ mille dollars. La RDA a une dette brute assez élevée, mais ses rapports privilégiés avec l'Allemagne de l'Ouest sont tellement significatifs qu'il vaudrait peut-être mieux y voir

* *School of European Studies, University of Sussex, Falmer, Brighton, Grande-Bretagne.*

Revue Études internationales, volume XIX, n° 1, mars 1988

un cas d'exception. La Roumanie a éprouvé bien sûr des problèmes avec le service de sa dette pendant ces dernières années, et le poids de sa dette externe paraît plus lourd si l'on considère le niveau relativement bas du revenu national par habitant. L'Union soviétique, par contre, affiche un niveau extrêmement faible d'endettement par habitant. La récente chute du prix du pétrole a certainement exercé une sérieuse pression sur la balance des paiements soviétiques, et la dette nette de l'URSS se serait accrue de \$2 milliards vers la fin de 1986 (statistiques BRI). Mais la cote de crédit de l'Union soviétique reste formidable. Enfin, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie (on pourrait ajouter l'Albanie) n'ont jamais eu recours à la finance internationale sur une grande échelle.

Ce sont donc les trois premiers pays mentionnés – la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie – auxquels on pense surtout, lorsqu'il est question du problème de la dette externe en Europe orientale. Même dans leur cas, cependant, les différences entre eux paraissent à prime abord plus importantes que les points communs. Si la Yougoslavie est le foyer du socialisme de marché, et la Hongrie celui du « Nouveau mécanisme économique », la Pologne a toujours gardé un dirigisme économique assez conservateur et centralisé, quoique son agriculture soit en majorité privée et paysanne.

Lorsqu'on examine les circonstances de la maturation de la crise de la dette, on perçoit aussi des variations. En Pologne, la crise a commencé et s'est terminée sous une forme politique. Le gouvernement Gierk, corrompu et inefficace, a pris de nombreuses mauvaises décisions au sujet de l'importation d'équipement. L'apparition et ensuite la suppression du mouvement Solidarité, ont créé une tendance à la « grève italienne » parmi les travailleurs, ce qui a rendu toute tentative de relancer l'économie presque impossible. En Hongrie, par contre, le gouvernement s'est donné une image discrète, assez technocratique, qui a lutté courageusement, même s'il n'a pas complètement réussi, contre les effets des chocs pétroliers sur un petit pays qui est presque tout à fait dénué de ressources naturelles. Le cas de la Yougoslavie rappelle, dans une certaine mesure, celui des deux premiers: la pénurie de ressources énergétiques a pesé lourd depuis 1974, tandis que la qualité des décisions dans les grands projets – on pourrait citer l'exemple du complexe pétrochimique de KrK – a assez souvent laissé beaucoup à désirer. En outre, les particularités politiques de la Yougoslavie – son caractère multinational, sa constitution confédérale – ont introduit un facteur unique, une tendance à l'autarcie des républiques et des provinces de la Yougoslavie, qui a atteint son point culminant dans les années soixante-dix avec la « républicanisation » de la balance des paiements. À son tour, ceci a mené inévitablement à la « républicanisation » des emprunts internationaux.

Si nous examinons maintenant les paramètres de la crise, nous voyons de nouveau des contrastes importants entre les trois pays. Bien que le niveau de la dette par habitant soit à peu près le même pour chacun d'eux, les dynamiques de l'évolution de la dette sont tout à fait différentes, comme on peut le constater dans le tableau II, qui révèle l'état des balances des paiements.

TABLEAU II
Balance des paiements en monnaie convertible, compte courant
(milliards de dollars)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Hongrie	-1.9	-0.1	0.3	0.3	-0.5	-1.4
Pologne	-2.1	-2.3	-1.4	-0.8	-0.6	-0.4
Yougoslavie	-1.8	-1.4	0.3	0.5	0.8	1.0

Source: *Economic Survey of Europe, années diverses.*

La lecture de ces chiffres fait clairement voir que la Yougoslavie est arrivée assez rapidement à maîtriser sa crise, *du point de vue purement financier*. La Pologne est toujours incapable de respecter ses obligations, bien que son déficit sur compte courant soit en train de diminuer. La Hongrie se situe entre les deux premiers et laisse entrevoir la possibilité d'un redressement de ses relations financières internationales, même si l'équilibre n'est pas encore réalisé. Bref, les effets macro-économiques de la crise s'étalent sur une bande assez étendue, mais la différence la plus marquée se trouve entre la Pologne et les deux autres pays étudiés.

TABLEAU III
Taux de croissance du revenu national

	1981-5	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Hongrie	1.3	2.5	2.6	0.3	2.5	-1.4	0.5
Pologne	-0.8	-12.0	-5.5	6.0	5.6	3.4	5.0
Yougoslavie	0.7	1.4	0.7	-1.3	2.0	0.5	3.6

Source: *Economic Survey of Europe, années diverses.*

Mais si les différences entre les trois cas sont évidentes, il est en même temps possible de déceler des traits communs et fondamentaux. Ces trois économies ont été l'objet de politiques d'« *import-led growth* », et ont été victimes des pièges des politiques de substitution des importations. Elles ont souffert toutes trois des effets secondaires des chocs pétroliers. La contraction du marché occidental à la suite du premier choc a frappé particulièrement la Pologne, en raison du pari polonais qui consistait à faire de l'équipement importé une base pour la relance des exportations. La hausse des taux d'intérêt après le deuxième choc a été la cause immédiate de la crise spécifique du service de la dette. Le troisième choc a causé pour sa part beaucoup de problèmes d'ajustement à la Yougoslavie, étant donné la grande part des exportations yougoslaves qui va aux pays de l'OPEP. Tout cela n'explique pourtant pas pourquoi le problème fondamental résiste tellement au traitement. Ces faits doivent plutôt nous amener à poser une question essentielle: étant donné le haut degré de volatilité de l'économie mondiale au cours des dix dernières années, pourquoi ces trois pays ont-ils éprouvé tant de difficultés à chercher un mode d'ajustement? Pourquoi la structure de leurs économies s'est-elle montrée si inflexible? On pourrait poser la même question au sujet de la substitution des importations. Une telle politique a joué un rôle positif, quoique évidemment auxiliaire, dans le développement d'autres pays. La caractéristique unique de la politique de substitution des importations d'Europe de l'Est est son incapacité d'évoluer. Il est difficile d'éviter la conclusion qu'il y a quelque chose de structurel dans ces économies – à tout le moins dans le domaine de l'investissement – qui ne peut s'expliquer seulement par les erreurs de certains individus, et qui a déterminé profondément le développement de ces trois pays.

Investissement et développement

Regardons les données macro-économiques fondamentales qui ont trait à l'investissement. Les statistiques du Tableau IV soulignent un fait de première importance qui se produit dans chacune des trois économies. Pendant les années soixante-dix ces économies se caractérisaient par des taux d'investissement anormalement élevés, plus élevés que les taux soviétiques, et véritablement du niveau du « *super-investisseur* », le Japon. Étant donné que le revenu national reste dans chaque cas assez modeste (environ \$3,000 pour la Yougoslavie, de \$4,000 à \$5,000 pour les autres), il est difficile de concevoir un tel niveau d'investissement sans supplément externe de crédits, si l'on exclut la possibilité d'un stalinisme très

sévère, exclusion tout à fait raisonnable dans ces trois cas. Pour illustrer, citons le fait qu'en 1979 le déficit yougoslave sur compte courant représentait presque 25 % du revenu national, calculé sur la base du taux de change officiel.

TABLEAU IV
Le taux d'investissement brut

	1971-75	1976-80	1981-85	1986
Hongrie	35.9	37.2	31.0	29.3
Pologne	36.2	30.7	24.6	25.3
Yougoslavie	30.6	33.5	26.3 ^a	

^a 1981-83

Note: Les statistiques pour la Hongrie et la Pologne ont été calculées sur la base du Produit matériel net, qui ne comprend pas l'amortissement. Dans le cas de la Yougoslavie, le calcul a été fait sur la base du Produit social, qui comprend l'amortissement.

Sources: *Economic Survey of Europe*, *Statisticki Godisnjak Jugoslavije*, années diverses.

Ceci soulève immédiatement une question. Avec une telle marge de manœuvre, pourquoi ces gouvernements ont-ils trouvé si difficile d'effectuer la restructuration? Pour trouver une réponse à cette question, nous devons examiner de plus près l'« économie politique » du processus de planification de l'investissement.

Le jeu de l'investissement dans les économies de type soviétique

Dans le modèle soviétique classique de planification économique, l'investissement est toujours un bien qui ne coûte rien aux ministères sectoriels et aux entreprises. Le centre choisit les priorités et la direction du développement, et affecte des crédits à la périphérie pour que celle-ci puisse donner suite à ces priorités. En pratique, la périphérie négocie l'obtention de crédits avec le centre et jouit d'un degré considérable d'autonomie en ce qui a trait aux décisions relatives à la technologie, au positionnement géographique, etc. Ceci entraîne plusieurs conséquences pour l'investissement:

- 1) Pour recevoir assez, les ministères et entreprises font toujours des demandes supérieures à leurs besoins.
- 2) Il existe une nette tendance à entreprendre des projets qui ne sont pas prévus par le plan, de manière à renforcer son pouvoir de négociation pour l'avenir.
- 3) En général, les ministères et entreprises se préoccupent surtout de l'investissement « défensif » qui sert à accroître leur influence bureaucratique au détriment de l'efficacité de l'économie nationale.

Ces facteurs sont ceux qui expliquent le mieux pourquoi les économies du système soviétique sont toujours marquées par de très longues périodes de gestation, par une forte propension à la surévaluation des besoins en capital et par une tendance à l'obsolescence permanente. Il n'est donc pas du tout surprenant de constater qu'en Pologne, où la réforme économique n'a progressé que faiblement dans les années soixante-dix, le profil de l'investissement était nettement affligé par le *raspylenie sredstv*, c'est-à-dire la dispersion excessive des ressources disponibles pour l'investissement, que Khrouchtchev considérait le problème numéro un de l'Union soviétique à la fin des années cinquante.

Pour les fins de cette enquête, il faut surtout souligner que la politique des autorités centrales — le pari sur la technologie étrangère au moyen de l'importation du capital — s'est ajoutée aux traits structurels du système économique pour intensifier toutes les caractéristiques négatives du profil de l'investissement. La hausse considérable du taux d'investissement a imposé une pression intolérable sur l'industrie polonaise de la construction et a en même temps aggravé fortement le problème de la construction inachevée. La tension entre l'arrivée de l'équipement étranger et le mode d'investissement interne a créé beaucoup de problèmes de coordination, ce qui explique en partie les erreurs nombreuses et le gaspillage des ressources qui ont entraîné une escalade dramatique des coûts en capital. Le plus important est que tout cela est allé de pair avec les tendances normales du système, de sorte qu'une véritable crise technologique est apparue. Il va de soi qu'une économie encombrée par des milliers de projets inachevés ne peut pas être un modèle de modernité technologique. Le pari du capital étranger a donc condamné l'économie polonaise à un retard chronique. Ce résultat n'a pas été produit par les complications du marché mondial, qui ont toutefois aggravé la situation.

Le socialisme de marché change-t-il quelque chose ?

Le cas de la Hongrie est, au premier coup d'œil, tout à fait différent. La planification centralisée a été abolie en 1968, alors que les objectifs quantitatifs obligatoires ont été supprimés, le mécanisme du marché a été relancé, et le principe du financement de l'investissement sur la base des bénéfices et du crédit bancaire a été établi. En abandonnant le dirigisme micro-économique, le pouvoir central hongrois a en même temps écarté la possibilité de mobiliser au moyen de grandes campagnes d'investissement. Cependant, l'économie hongroise du milieu des années soixante-dix a souffert du problème des périodes de gestation prolongées tout autant que les économies de l'Europe de l'Est qui avaient gardé un mode de planification plus traditionnel. Une enquête faite à cette époque a trouvé que dans les grands projets des périodes de gestation de neuf ans étaient très répandues, et il est fort probable que la période moyenne pendant les années soixante-dix était plus longue en Hongrie qu'ailleurs en Europe de l'Est.¹ Cette situation, qui est assez bizarre, fait voir que les rapports entre différents facteurs économiques sont d'une importance décisive par le profil de l'investissement. Bien que les subventions budgétaires ne jouent plus un grand rôle dans le système hongrois, l'auto-financement, dans les conditions dans lesquelles il peut avoir lieu, ne produit pas une grande différence systémique. Les taux d'intérêt très bas, les remises spéciales sur les impôts, les singularités du système des prix qui font qu'il est trop facile pour certaines entreprises de réaliser d'importants bénéfices, alors que c'est trop difficile pour d'autres, finalement, la grande réticence du gouvernement à accepter une faillite, tous ces facteurs créent une situation qui n'est pas tellement différente de la situation de type soviétique classique. Il est manifeste que dans un système où la faillite socialiste est une exception à la règle, où la socialisation des pertes éventuelles est la seule hypothèse rationnelle pour le directeur d'entreprise, les ressources en capital restent en fin de compte gratuites. Comme en Pologne, il existe un puissant cercle vicieux dans l'interrelation des différentes facettes du problème de l'investissement en Hongrie. Ce sont, *inter alia*, les faiblesses du système des prix qui expliquent le caractère problématique de la faillite dans un système socialiste. Une des causes de ces faiblesses est le fait que l'économie hongroise n'est pas ouverte au monde. Elle ne peut pas être ouverte en raison de la vulnérabilité de la

1. D.A. DYCKER, « Planned and Unplanned Investment Patterns in the 1980's », in NATO Economics and Information Directorate, *The CMEA Five-Year Plans in a New Perspective*, Bruxelles, 1983, in NATO, *The Economies of Eastern Europe...*, 1987, p. 183.

balance des paiements, qui est à la racine du problème de la dette. Si l'on accepte que le gonflement du profil d'investissement est la principale raison pour laquelle il a été nécessaire d'ajouter des ressources étrangères aux ressources domestiques, le cercle est complet.

La situation en Yougoslavie ressemble fort à celle de la Hongrie. Dans ce pays également, la faillite socialiste n'est jamais devenue la norme pour les entreprises inefficaces. Les autorités disposent de plusieurs moyens de sauvetage des organisations qui encourent des pertes, même dans le contexte d'un système où les lois du marché ont été assez longuement et profondément établies. D'ailleurs, la seule existence d'un taux d'inflation qui s'élève maintenant à environ 100 %, et un taux d'intérêt nominal qui lui est toujours inférieur (il est maintenant d'environ 70 %, c'est-à-dire que le taux d'intérêt réel est de -30 %) accentue le caractère automatique du processus de socialisation des pertes.

Il n'est donc pas du tout surprenant que le problème classique de la « dispersion », qui survit avec une telle vigueur en Hongrie, se présente également en Yougoslavie et que les périodes de gestation, notamment, sont assez longues quand on les compare à celles des économies occidentales (il est estimé que la période de construction moyenne est de 4,14 ans en Yougoslavie, de plus de 5 ans en Union soviétique et de 2 à 3 ans en Occident — Institut Ekonomskih Nauka, 1985, p. 128). Mais l'unique profil politique de la Yougoslavie crée des conditions particulières dans le domaine de l'investissement. Comme nous l'avons souligné plus haut, la force du régionalisme, de l'« ethnisme », a introduit un élément autarcique dans l'économie yougoslave qui a fortement marqué son profil par rapport à l'économie mondiale. Si on considère par exemple les erreurs de la politique de substitution des importations, il ne faut jamais oublier que l'existence d'une aciérie dans chacune des six républiques de la Yougoslavie est un fait politique, plutôt qu'un fait économique. La socialisation des pertes a joué dans la plupart des projets comme celui-là, ce qui a rendu très difficile pour le centre de forcer une rationalisation de l'industrie lourde, d'autant plus que le taux de chômage en Yougoslavie est de plus de 10 % et s'élève à 30 % dans certaines régions du Sud sous-développé. Dans les secteurs où les économies sont appréciables, de telles contraintes réduisent énormément les avantages d'une politique de substitution des importations.

Il ne faut toutefois pas croire que le régionalisme yougoslave explique à lui seul les problèmes dans la relation entre l'investissement et la balance des paiements dans ce pays. Il serait peut-être trop facile de toujours blâmer les républiques et les provinces pour les échecs de la politique économique yougoslave. Si l'on estime que la politique de substitution des importations était mal conçue dès son origine, c'est Belgrade, et non Zagreb, Ljubljana ou Skoplje qui doit en porter la responsabilité. C'est certainement le centre qui a opté pour le développement forcé de l'industrie lourde et qui est, en fin de compte, responsable de la faiblesse de l'investissement dans l'infrastructure, les services et l'agriculture privée. Dans le dernier cas, on pourrait même parler de répression sectorielle suite à l'interdiction des propriétés de plus de 10 hectares et aux obstacles opposés à l'achat d'équipement ou au développement de coopératives autonomes. Si on considère la situation géographique et le climat de la Yougoslavie, et l'avantage absolu que ces facteurs confèrent à la production alimentaire spécialisée, au tourisme et aux transports internationaux, il est hors de doute que la stratégie de développement choisie a négligé les secteurs les plus prometteurs en regard du commerce international, abstraction faite des spécificités systémiques qui ont certainement eu un effet important par ailleurs sur l'efficacité de l'investissement en général et sur la courbe de la balance des paiements. Dans les cas de la Pologne et de la Hongrie, nous avons mis l'accent sur la dimension systémique et sur des décisions spécifiques, et nous avons pu expliquer les tendances principales du développement sans invoquer d'autres facteurs. En Pologne aussi cependant, se retrouve le problème d'un secteur agricole privé qui est toléré mais simultanément réprimé. Plus généralement, chacun des trois pays étudiés a gardé, malgré des changements fréquents et parfois dramatiques dans leurs systèmes économiques et

politiques, une conception du développement qui reconduit sans beaucoup de discussion le rôle privilégié que donnait le stalinisme à l'industrie lourde.

Le présent et l'avenir

C'est pour la Pologne que les perspectives sont les plus claires et les plus sombres. Nous avons noté que la balance des paiements sur compte courant de ce pays est toujours négative et aucun signe ne permet de croire que cette situation va changer au cours des prochaines années.

Although Poland, so far, has been able to adhere to the terms of rescheduling on private and official debt, there are signs that it will encounter serious difficulties in meeting its scheduled payments in 1986-90 and, therefore, a further growth in debt will be difficult to avoid.²

Mais si le service de la dette demeure le problème le plus immédiat, il en existe un autre qui est tout compte fait plus sinistre.

Un cercle vicieux est apparu dans le secteur de l'investissement. Le niveau du revenu national est très bas. L'économie peut donc difficilement générer de l'épargne et de l'investissement mais il est impossible d'accroître le revenu national sans changer la structure industrielle. Sans investissement suffisant, la restructuration ne peut avoir lieu et même la capacité productive actuelle se met à décliner... Une réduction draconienne de l'investissement et des restrictions prolongées sur l'importation de biens d'équipement ont conduit à un nombre élevé de bris mécaniques, au non-remplacement de la machinerie et de l'équipement désuets ainsi qu'à de longs délais pour les réparations... Le Plan central annuel de 1986 a reconnu que l'arrêt d'une décapitalisation qui s'amplifie rapidement est une priorité... Ce cercle vicieux a de plus été renforcé par la politique d'investissement du gouvernement. Bien qu'en 1981 environ 1.600 projets de construction ont été stoppés, plusieurs autres ont été poursuivis à grands frais, alors que dans plusieurs cas leur utilité est maintenant relativement faible.³

Pour la Hongrie, la situation n'est certainement pas aussi grave que pour la Pologne, mais on peut constater des concordances étonnantes. Les perspectives pour la balance des paiements sont défavorables. La Hongrie importe la majorité de son pétrole de l'URSS et la formule de prix du CAEM ne lui a pas permis de beaucoup profiter du côté des importations de la chute du prix du pétrole mondial. De l'autre côté, les pays de l'OPEP comptent parmi les plus importants acheteurs d'exportations hongroises. Au surplus, les termes des échanges commerciaux entre la Hongrie et l'Occident deviennent de plus en plus défavorables à la première. Par contre, les réformes financières de 1985, qui ont cherché notamment à rationaliser le financement de l'investissement, paraissent des pas dans la bonne direction. Pour compléter le tableau, il faut ajouter que les indicateurs d'efficacité, comme entre les dépenses totales d'investissement et la mise en marche de projets spécifiques, se sont fortement détériorés en 1985 (*Economic Survey of Europe in 1986-87*, p. 158). Il est très peu probable qu'ils se soient beaucoup améliorés en 1986. C'est pourquoi un éminent spécialiste en arrive à une conclusion assez négative sur les perspectives de restructuration en Hongrie.

2. B. KAMINSKI, « Poland's Foreign Trade in the 1980s: Complex Challenges and Simple Responses », in NATO, *The Economies of Eastern Europe...*, 1987, p. 183.

3. Z.M. FALLENBUCHL, « Poland: Internal Economic Development » in NATO Economics and Information Directorate, *The Economies of Eastern Europe and their Foreign Economic Relations*, Bruxelles, 1987, pp. 144-145.

L'erreur fondamentale dans la politique économique est l'absence d'une politique industrielle dynamique. À mon avis, ceci comporte deux aspects qui sont reliés. Le premier est la nécessité de restructurer la production industrielle dépassée de la Hongrie, qui ne correspond pas à l'avantage comparé virtuel de ce pays. On parle beaucoup de cette restructuration, mais les actes sont rares. On devrait faire porter tous les efforts sur le relèvement de l'industrie manufacturière mais on s'évertue toujours plutôt à tenter d'obtenir les quantités relativement considérables d'énergie et de matières premières qui sont requises pour faire fonctionner le mode actuel de production, qui dépend à l'excès de ces facteurs.⁴

En Yougoslavie au moins, la balance des paiements est en équilibre. Mais ceci a coûté cher. On a obtenu ce résultat par la déflation tout simplement, et non pas par la restructuration. La crise yougoslave n'est certainement pas sur la même échelle que celle de la Pologne, mais le parallèle est tout de même remarquable. Bien que le taux d'investissement brut reste assez élevé, celui de l'investissement net l'est beaucoup moins. L'Institut des sciences économiques de Belgrade a calculé que le taux véritable d'investissement fixe net était négatif entre 1979 et 1983.⁵ Ainsi, comme en Pologne, les moyens qui restent pour procéder à la restructuration sont en réalité très limités. Il faut ajouter qu'il semble y avoir quelque désaccord en Yougoslavie sur la stratégie optimale de restructuration. Les économistes de Belgrade prônent pour la plupart une rationalisation de la politique de substitution des importations. Leurs collègues de Zagreb préfèrent le modèle de croissance par les exportations. Pour le moment cependant, la structure traditionnelle de l'économie yougoslave ne se modifiera que lentement. Au début de 1987, par exemple, les régions n'ont pas réussi une fois de plus à s'entendre sur la balance énergétique, un des étranglements structurels les plus sérieux (Nedeljkovic, 1987). Les exportations de conserves vers le marché de l'Europe occidentale diminuent par suite de la baisse de qualité qui découle du manque d'investissement en équipement moderne et importé.⁶

Conclusions

- 1) L'état des finances extérieures varie énormément dans les trois pays étudiés, mais les obstacles auxquels se bute la restructuration sont partout les mêmes.
- 2) Ces obstacles ont été causés par une pensée stratégique assez inflexible qui se superpose à un système très inefficace de planification et de financement de l'investissement (dans des proportions différentes pour chaque pays).
- 3) En Pologne et en Yougoslavie, il existe maintenant une grave insuffisance de nouveaux crédits pour l'investissement. Ce problème est en partie causé par des rigidités politiques et systémiques. Cela mérite réflexion: les gouvernements et les banques de l'Occident doivent-ils fournir davantage les ressources externes à ces États pour faciliter un processus qui sera inéluctablement long et douloureux!

4. P. MAREK, « Hungary's Foreign Economic Relations in the mid 1980s: A Retrospective and Predictive Assessment », in NATO, *The Economies of Eastern Europe...*, 1987, p. 243.

5. *Institut Ekonomiskih Nauka*, 1985, p. 123.

6. *Institut za Ekonomiku Industrije*, 1985, pp. 94-101.